

PRÉFET DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Saint-Étienne, le 25 juin 2018

Unité Interdépartementale
Loire Haute-Loire

16 place Jean Jaurès – 42 000 Saint-Étienne

Affaire suivie par : Thierry DUMAS
Tél. : 04 77 43 53 53
Télécopie : 04 77 43 53 63
Courriel : thierry.dumas
@developpement-durable.gouv.fr

L'inspecteur de l'environnement

à

VEOLIA – ONYX Auvergne-Rhône-Alpes
Monsieur Xavier COTTIN
Directeur d'Unité Opérationnel – Secteur Loire Velay
RECYCLAGE & VALORISATION DES DECHETS
255 Rue Jean Perrin
42 350 LA TALAUDIÈRE

OBJET : *Centre d'exploitation Véolia de **Montbrison** – Demande de modification*

REFER : *DSSP-018-0309/TD – Établissement n° 061.8982*

Monsieur le Directeur,

Vous avez porté à notre connaissance une demande de modification de l'arrêté préfectoral n° 2007/0993 du 30 septembre 2008, modifié par arrêté complémentaire n° 424-DDPP-11 du 21 octobre 2011, relatif à l'exploitation de votre établissement de Montbrison (42 600) – ZAC des Granges / Z.I. du Champs de Mars – Rue des Roseaux.

Le décret n° [2018-458](#) du 6 juin 2018 a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et en particulier la rubrique 2791-1 pour laquelle Véolia demande un bénéfice d'antériorité. Ce décret a pour objet de simplifier la nomenclature dans le domaine des activités relatives aux déchets afin d'encourager leur valorisation dans le respect de la maîtrise des risques environnementaux et sanitaires. Elle a notamment reclassé plusieurs activités relevant du régime de l'autorisation, dans le régime de l'enregistrement. Cependant, aucune modification n'a été réalisée concernant le régime et les seuils de classement de l'activité 2791-1.

Le bénéfice d'antériorité sollicité par Véolia porte sur un volume d'activité de 60 tonnes / jour et franchit de ce fait le seuil du régime de l'autorisation fixé à 10 tonnes / jour pour la rubrique 2791-1. Il s'agit d'une modification notable.

Afin de déterminer si elle est substantielle ou non, votre demande doit faire l'objet d'un examen au cas par cas en application de l'article [R122-2](#) du code de l'environnement.

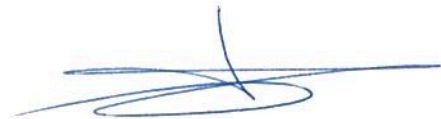
En conséquence, je vous invite à solliciter auprès de l'autorité environnementale régionale une demande d'examen de votre dossier et à me communiquer son résultat. L'Inspection pourra alors vous indiquer si une procédure simplifiée ou complète de mise à jour de l'arrêté préfectoral doit être engagée pour l'activité relevant de la rubrique 2791-1.

Vous trouverez toutes les informations utiles pour déposer cette demande à l'adresse suivante : <http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/quelle-est-la-procedure-a-suivre-r4060.html>

Concernant la rubrique 2716-2, vous indiquez que le volume susceptible d'être présent dans l'installation est de 660 m³ alors que l'arrêté préfectoral complémentaire n° 424-DDPP-11 fait état de 100 m³. Cette mise en concordance sera effectuée en même temps que la modification de votre arrêté préfectoral exposée ci-avant.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

L'inspecteur de l'environnement



Thierry DUMAS

Copies :

- Guichet ICPE (Sous-Préfecture de Montbrison)
- Dossier / Chrono